Burundi: victoire écrasante du parti au pouvoir aux sénatoriales

@rib News, 30/07/2010 â€“ Source AFPLe parti au pouvoir au Burundi, le CNDD-FDD, a remporté une victoire écrasante aux sénatoriales de mercredi avec 32 des 34 sièges en jeu, lors d'un scrutin boycotté par l'opposition, selon des résultats provisoires annoncés vendredi par la Commission nationale électorale (Céni). « Le Sénat de 2010 sera composé de 34 sénateurs élus mercredi, à savoir 32 du CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie Forces de défense de la démocratie) et deux de l'Uprona (Union pour le progrès national, ancien parti unique majoritairement tutsi), c'est-à-dire 17 Hutus et 17 Tutsis », a indiqué le président de la Ceni Pierre Claver Ndayicariye, au cours d'une cérémonie officielle.

« Il y a également 17 femmes et 17 hommes, c'est-à-dire que la parité est assurée », a ajouté M. Ndayicariye. L'Uprona était le seul parti d'opposition à n'avoir pas participé au boycott, après un marathon électoral qui avait commencé en mai avec les élections locales et avait été mis en difficulté après des soupçons de fraudes. Le président sortant Pierre Nkurunziza, seul candidat en lice a largement remporté la présidentielle du 28 juin et son parti a obtenu la majorité aux législatives début juillet. Au total, le Sénat sera composé de 41 sénateurs, soit les 34 élus, 3 membres de l'ethnie Twa cooptés par la Ceni ainsi que 4 anciens chefs d'Etat sénateurs de droit, a-t-il précisé. « Les résultats définitifs des élections législatives et sénatoriales seront proclamés le 9 août par la Cour constitutionnelle, (...), et le 26 août, il est prévu la prestation de serment du président de la République », a annoncé le président de la Ceni. Selon la Constitution burundaise, le Sénat est composé de deux élus pour chacune des 17 provinces, un Hutu (85% de la population) et un Tutsi (14%), soit un total de 34 élus et de trois membres de l'ethnie Twa (1% de la population). 1.500 conseillers communaux sur un total de 1.935 élus ont participé au scrutin, les conseillers membres de l'opposition ayant boycotté ce vote, selon la Ceni. Le petit pays d'Afrique centrale comptait sur ce processus électoral pour asseoir la démocratie et consolider la marche vers la paix après les années de guerre civile meurtrière de 1993 à 2006, mais il laisse planer au contraire des risques d'affrontements.